

Olivier Qui ?

Tentative de décryptage d'un discours apparemment incohérent

Nous ne nous lasserons pas de le rappeler : le combat que nous menons contre l'accord Unedic, signé le 22 mars dernier, déborde de très loin le champs des activités culturelles. Il concerne 9 millions de précaires, de chômeurs, de RSAstes, d'intérimaires, et donc aussi d'intermittents. Il organise une mise au plein emploi précaire pour tous. Il annonce une sinistre solitude pour chacun d'entre nous, amené un jour, présent ou à venir, devant un guichet de Pôle Emploi ou de la CAF.

Devant l'importance politique de cette bataille, le bon sens pourrait inspirer un peu d'humilité dans l'enjeu qu'on met dans la représentation ou non d'un spectacle, un soir d'été à Avignon.

Évidemment, la grève est une décision lourde et toujours douloureuse à prendre : qu'on soit intermittent, postier, cheminot, sur une scène du Off, dans la cour d'honneur, dans une école, un hôpital ou sur un chantier, aucune grève ne se décide par caprice.

C'est pour ces raisons que nous nous étonnons des réactions histrioniques de certains responsables, dépassés par l'enjeu de la question, aux discours politiques souvent immatures et creux, qui sous tendent, ou soutiennent au fond, une conduite néolibérale.

Ce serait perdre du temps que de répondre à tous les Rodrigo Garcia, Ariane Mnouchkine, Olivier Py et autres, lorsqu'ils jugent important de répandre leurs états d'âmes devant les grèves de cet été. Si ce n'est que certains sont symptomatiques d'une confusion de pensée qui s'avère finalement très structurée dans son application.

Par exemple, comme le directeur actuel du Festival d'Avignon,

- prétendre un jour que nos collègues en lutte de Montpellier sont des casseurs, pour le lendemain retirer ses propos,
- proclamer participer au mouvement des intermittents et une semaine plus tard, que la grève, décidée par tous les syndicats représentatifs et toutes les coordinations, n'est pas la bonne solution, peut relever d'une simple incohérence,
- faire pression auprès des équipes et compagnies programmées afin qu'elles jouent,
- dénier sa légitimité à un vote d'Assemblée Générale de salariés, votant la grève le 12 juillet dernier au deux tiers des votants,
- convoquer une conférence de presse en début d'après-midi en catimini, pour déclarer aux journalistes que l'équipe du « Prince de Hombourg » jouera, avant même qu'elle ne se soit déterminée. Ce qui permet aux journaux d'annoncer faussement sa tenue, alors que quelques heures plus tard, dans les faits, la grève sera votée dans la cour d'honneur, et que la représentation n'aura pas lieu,
- tenter de briser la grève, en faisant faire le travail des grévistes par des non-grévistes, autant de procédés qui s'apparentent à ceux, pourtant décriés, des « jaunes »,
- prétendre que les pertes occasionnées par deux jours de grève mettent en danger les productions de l'édition à venir du festival, (alors qu'elles ne représentent même pas la moitié du coût de sa propre production)
- employer et payer au rabais du personnel, user de contrats précaires (extras journaliers sur les catering, stagiaires pas même hébergés à l'administration), ne pas rétribuer les jours de préparation,

Cela est très cohérent, et bien connu : cela ressemble très simplement à des manœuvres que ne renierait pas un patron de la grande distribution, ou du BTP face à une grève de ses ouvriers. Ce qui est cocasse, c'est le retentissement qu'on donne aux déclarations de ce patron-là, opérateur d'un important équipement culturel du Vaucluse, alors que nul journaliste ne s'est avisé d'interviewer le responsable du chantier Bouygues de la Philharmonie à Paris, lorsque nous l'avons occupé en juin. Et pourtant, ce jour-là, nous avons fait perdre beaucoup plus d'argent à Bouygues. Mais, il est vrai aussi que parler de cette action-là, aurait obligé à évoquer les ouvriers polonais, payés quatre euros de l'heure, que nous y avons rencontrés.

Si on observe ces comportements d'une nomenclature culturelle, et qu'on y songe, on est vite amené à conclure que la production culturelle, obéit à présent à une logique économique et à une pensée politique, qui n'a plus rien d'exceptionnelle.

Cela fait maintenant un certain temps que ce qui était d'antan l'apanage des artistes et techniciens du spectacle, praticiens de l'emploi discontinu : être inventifs, disponibles, flexibles, est ce qui est de plus en plus réclamé à l'ensemble des salariés. Et c'est bien pour les amener à cette docilité enthousiaste à l'emploi précaire, sous payé et indigne, qu'ont été conçus les accords Unedic, écrits par le Medef, signés par des syndicats opportunistes ou ahuris, et agréés par des gouvernements de droite comme de gauche; responsables politiques de la casse de la protection sociale, feignant de se dédouaner derrière la mascarade honteuse d'un dialogue dit « social » et « démocratique ».

Voilà pourquoi nous répétons depuis dix ans que l'exception culturelle, comme le plein emploi, ont vécu. 86% des embauches se font en CDD aujourd'hui, c'est un constat.

Nos messages sont simples :

Le vrai scandale est que six chômeurs sur dix ne sont pas indemnisés. Nous nous battons pour que dix chômeurs sur dix le soient.

Nul ne sera indemne d'une politique de dégradation des droits sociaux. Ni les chômeurs évidemment, ni les salariés en CDI qui verront une pression à la baisse sur leur rémunération, ni les fonctionnaires qu'on accusera bien vite d'être les seuls privilégiés.

Cette dégradation des droits sociaux sera tout simplement une dégradation de nos vies à tous.

Qui peut accepter de s'y résoudre ?

La CIP IDF